

ARRÊTÉ PREFECTORAL DCPAT-2026 N° 142

**portant levée de la mise en demeure prise à l'encontre de la Société SAFETY KLEEN FRANCE
ZI du Haut Coudray à Montreuil-Juigné (49460)**

Centre de transit et regroupement de déchets industriels

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

LE PRÉFET

Vu les articles L.512-1 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Vu les articles R.515-70 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu la rubrique 2718 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Rubrique	Désignation	Régime (*)
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A

(*) A : Autorisation

Vu la rubrique 3550 (Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixé à l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Rubrique	Désignation	Régime (*)
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	A

(*) A : Autorisation

Vu la note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et traitement de déchets du 27 avril 2022, rédigée par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) et plus particulièrement le champ d'application et les critères de classement au titre de la rubrique 2718 ;

Vu l'article R.181-46 du code de l'environnement qui stipule que « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. » ;

Vu le récépissé de déclaration du 3 juin 1993 délivré à la société SAFETY KLEEN FRANCE, ZI du Haut Coudray à Montreuil Juigné, pour l'exploitation d'une installation de stockage et de distribution de solvants propres et usagés ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD – 2011 n°514 du 21 décembre 2011 du classement des activités du site pour la rubrique 2718.1 au bénéfice de l'antériorité ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DIDD - 2018 - n°311 du 15 novembre 2018 qui autorise la société SAFETY KLEEN FRANCE à exploiter un centre de transit-regroupement de déchets dangereux au titre des rubriques 2718.1 et 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD - 2018 - n°311 du 15 novembre 2018 qui stipule que « L'exploitant adresse au préfet le dossier de réexamen correspondant dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les MTD susvisées conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement » ;

Vu l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral DIDD - 2018 - n°311 du 15 novembre 2018 qui stipule que « Les principales installations sont :

- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants propres ;
- 1 cuve de 45 m³ pour le stockage de 35 m³ de solvants usagés ;
- 1 cuve de 30 m³ pour le stockage de produits lessiviels usagés ;
- 1 bungalow pour le stockage des fûts de 25 l de diluants propres et usagés ;
- 1 bâtiment pour la préparation des fûts de produits lessiviels propres à partir de produits concentrés ;
- 1 installation extérieure sous auvent permettant d'une part le conditionnement de solvant propre en fûts, et d'autre part la vidange des fûts de lessiviel et solvants usagés puis leur transfert vers les cuves concernées. » ;

Vu le rapport des inspecteurs de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 03 décembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi le 19 janvier 2026 en faveur de la levée de la mise en demeure du 25 avril 2025 prise à l'encontre de la société SAFETY KLEEN FRANCE après vérification des actions correctives prises par l'exploitant ;

Arrête

Article 1

L'arrêté préfectoral DCPAT-2025 n° 385 du 25 avril 2025 portant mise en demeure de la société SAFETY KLEEN FRANCE est abrogé.

Article 2

Le présent arrêté est notifié à la société SAFETY KLEEN FRANCE par lettre recommandée avec accusé de réception et est publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire pour une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement. Une copie de cet arrêté est adressée au maire de la commune de Montreuil-Juigné.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Montreuil-Juigné et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à la société SAFETY KLEEN FRANCE.

Fait à ANGERS, le 02 FEV. 2026



Signature of François PESNEAU in blue ink.

François PESNEAU

